

Débat public sur la pénurie d'eau qui affecte le pays

Dossier de la rédaction de H2o
February 2021

Le Collectif des citoyens et des organisations citoyennes, une plateforme de la société civile, a organisé le 29 janvier un échange avec les Tananariviens. Le débat était retransmis en direct sur Facebook.

Dans la Grande Île, plus de la moitié de la population (57 %) n'a pas accès à une source d'eau améliorée. Coupures d'eau incessantes dans la plupart des quartiers de la capitale et d'autres grandes villes, sécheresse dans le Grand Sud, et ces dernières semaines la pénurie s'est aggravée. Y a-t-il suffisamment de sources d'eau à Madagascar pour satisfaire les besoins de toute la population ? Quelles sont les solutions sur le long terme pour résoudre ce problème de pénurie ? : les questions du public reflètent l'inquiétude de nombreux Malgaches. Parmi les participants, Tatiana, 21 ans, étudiante en économie, explique : "Je suis venue parce que le problème d'eau s'aggrave de jour en jour à Madagascar ! Sur les réseaux sociaux, les gens ne parlent que de ça. J'habite dans un quartier de la haute-ville et il y a souvent des coupures. Ça a toujours été comme ça. J'ai toujours vu des gens qui font la queue devant les bornes-fontaines avec leurs bidons pour avoir de l'eau." Cette pénurie d'eau provoque évidemment des tensions. Elle a déclenché en début de semaine une manifestation des étudiants de l'université d'Antsirananana, dans l'extrême-nord du pays.

La société civile déplore les faibles moyens alloués au secteur. Safira Rakotonirina est la chargée de projet au sein du Collectif des citoyens et des organisations citoyennes. Elle explique qu'actuellement le budget alloué au secteur eau, assainissement et hygiène ne représente que 1,4 % du budget national et 0,4 % du PIB de Madagascar. Aurel Rabehanta appartient à l'ONG Wateraid. Pour elle, les solutions existent : "Il y a des sources d'eau certainement en train de s'amenuiser, mais il y a de l'eau à Madagascar non exploitée, faute de budget, faute d'application de la politique et faute d'endurance par rapport aux autres priorités socio-économiques. Donc notre appel va vers les gouvernants en disant : Priorisons l'eau. [...]" Le ministre de l'Eau, invité au débat, a finalement annulé sa venue. À l'issue du conseil des ministres du mercredi 27 janvier, les autorités ont indiqué que des travaux pour la mise en place de 46 forages dans la capitale et dans le reste du pays débuteraient dès la première semaine de février. Cependant, l'eau de ces forages sera non potable, précisent-elles.

Laetitia Bezain, Radio France Internationale - Africa

Voir également un second article de Laetitia Bezain de Radio France Internationale

Les problèmes d'approvisionnement en eau s'aggravent - Africa